

# Pacifisme ? Oui, mais...

**Il faut l'avouer : la vague de pacifisme qui déferle actuellement sur l'Europe du Nord a suscité, chez la plupart des rédacteurs de Partis Pris, un certain malaise. Pourtant, depuis trois ans, nous luttons régulièrement contre la montée du bellicisme en Occident, nous avons polémique contre d'anciens gauchistes (tels D. Lindenberg et B. Barret) qui, au nom de la menace soviétique, justifiaient ce bellicisme ; nous avons soutenu la préparation des rencontres pour la Paix au Larzac, etc. Et maintenant que des thèses ressemblant aux nôtres trouvent enfin un impact de masse, allons-nous nous plaindre que la mariée soit trop belle ?**

Tout d'abord, soyons clair : le mouvement de masse qui se développe en Europe contre la guerre, contre la course aux armements, est principalement sain. C'est un mouvement qui, pour une large part, n'est que la reprise sur un autre terrain de la lutte contre le modèle de développement dominant, contre l'hégémonie des superpuissances, la continuation du combat des « nouveaux mouvements sociaux » par d'autres moyens. Ajoutons qu'il ne présente pas de réels dangers face à la « menace soviétique ». Car en fait, de quoi s'agit-il ?

## La fin du mythe de la dissuasion

Revenons un peu en arrière. Toute l'Europe Occidentale (sauf la France) vit depuis 30 ans sur un mythe : que l'équilibre de la terreur entre les deux super-grands est la garantie de la paix. Ce mythe a eu sa part de vérité : de 1945 à 1950, le monopole nucléaire américain contrebalançait la puissance de l'Armée Rouge. Dès que ce monopole fut rompu, les Américains se mirent à tenir un double discours.

\*Celui, officiel, de la « Destruction Mutuelle Assurée » (D.M.A.) : toute offensive classique en Europe (mettons : de la part de l'URSS) déboucherait sur des représailles massives « anti-cités ». L'URSS serait rayée de la carte, même si elle gardait la possibilité d'anéantir aussi les U.S.A.

\*Celui, plus opérationnel mais réservé aux initiés, de la « réponse flexible » (R.F.). A toute forme d'attaque, les Occidentaux pourraient riposter à un échelon supérieur (pas forcément la D.M.A.).

Jusqu'en 1977, ceux qui en Europe craignaient le « péril rouge » se sont crus protégés par la D.M.A., alors que les Américains comptaient sur la R.F. pour empêcher que l'escalade ne monte jusqu'à l'emploi des représailles

massives sur leur propre territoire. Autrement dit, les U.S.A. n'ont jamais eu l'intention de risquer leur propre destruction pour empêcher une guerre en Europe. Mais tout le monde est resté dans l'ambiguïté, tout simplement parce qu'il n'y avait pas de raison politique pour que se déclenche un conflit majeur. L'Ouest comptait (avec succès) sur sa supériorité économique, et l'Est comptait (avec succès) sur les révolutions anti-impérialistes du Tiers-Monde.

Avec la crise, les choses changèrent. Bien que la crise à l'Est ne soit pas de même nature que la crise à l'Ouest, les deux crises appelaient, sinon la guerre, du moins l'usage intensif de la menace de guerre. Guerre réelle pour le contrôle du Tiers-Monde, de ses positions géo-politiques et de ses ressources minières. Menace de guerre (surtout à l'Ouest) pour rétablir le consensus intérieur, pays par pays, et surtout, au sein du bloc, pour rétablir la suprématie des U.S.A. sur ses alliés. C'est la fin du discours « diplomatique » de la Trilatérale : le tournant belliciste de Carter, puis l'élection de Reagan traduisent le retour à l'hégémonisme arrogant des U.S.A.

Cette mutation économique-politique converge avec la dynamique de course aux armements propre aux complexes militaro-industriels des deux bords, et se traduit à l'Ouest par une inflexion du double discours.

\*A la D.M.A. succède le discours des « deux frappes » : il faut disposer d'une première frappe « anti-force » destinée à anéantir la force de frappe adverse, et d'une seconde « anti-cité » au cas où la première frappe n'aurait pas désarmé l'adversaire... ou au cas où l'adversaire aurait frappé le premier.

\*A la R.F. succède la théorie de la supériorité à tous les niveaux : on ne cherchera plus à compenser une faiblesse locale par une supériorité à un autre échelon, on cherchera la supériorité point par point.

Mais cette fois, la combinaison des deux discours, appliquée à l'Europe dans une ambiance où les gens sont obligés de réfléchir sur leurs implications, débouche sur une crise stratégique, crise finale de la dissuasion, et crise de l'Alliance Atlantique.

Car le discours des deux frappes ne tient pas debout. Il ne fait que justifier grossièrement la course indéfinie aux armements : si chaque fusée au sol devient une cible, on entre dans une spirale sans fin. En revanche, si on ne recherche que la sauvegarde d'une capacité de « seconde frappe », elle existe déjà : à bord des sous-marins et des satellites, pour longtemps indestructibles. Si on cherche à justifier la sauvegarde d'engins au sol après la première frappe sous prétexte qu'étant plus précis, ils peuvent encore servir d'« anti-force », on avoue que le recours à la « stratégie anti-cité » (qui débouche inmanquablement sur la destruction mutuelle) est d'avance écartée... comme il l'a en fait toujours été. Ajoutons qu'une salve « anti-force » contre le sol des U.S.A. causerait quand même, disent les experts, de 20 à 100 millions de morts « selon la direction des vents ». On comprend que les citoyens américains aient refusé l'implantation des missiles MX de première frappe, même dans le désert du Nevada !

Donc le discours des deux frappes ne sert qu'à masquer une logique de « supériorité à tous les niveaux ». L'en-nui, c'est qu'une telle stratégie, appliquée à l'Europe, n'est tout simplement plus une politique de défense. C'est ce que révèle l'affaire des missiles eurostratégiques, qui se développe depuis 77.

Quand les Russes modernisèrent leurs fusées « eurostratégiques » (c'est-à-dire de portée comprise entre 1 000 et 5 000 km) avec l'implantation des SS-20, Helmut Schmidt et les Américains imposèrent la réponse du « rétablissement de la supériorité au même niveau » : l'installation de Pershing et de missiles de croisière en Europe de l'Ouest.

On se perd en conjectures sur les mobiles d'H. Schmidt. Ceux des Américains sont clairs : à tous les niveaux de l'escalade, classique, nucléo-classique, ou nucléaire anti-force, tout se passerait en Europe.

Or, et quoi qu'on en dise, la supériorité soviétique n'a rien d'écrasant en Europe, si ce n'est en armes classiques (chars et avions). Mais on sait, depuis la guerre d'octobre 73 que, face aux fusées portatives, le char n'est plus qu'un « canard assis ». Et de toutes manières, même sans bombe à neutron, la supériorité occidentale en armes nucléaires tactiques « de théâtre », à moins de 1 000 km de portée, est écrasante : 12 000 charges nucléaires, de 18 à 25 fois plus qu'à l'Est, selon les estimations.

Restait la supériorité (de 1 à 1,5 tout au plus) que les SS-20 confèrent aux Russes en matière eurostratégique, et qui leur permettrait de démanteler d'emblée les forces ouest-européennes. Ce à quoi est censé répondre le déploiement de Pershing et de Cruise Missiles.

Autrement dit, les U.S.A. proposent un duel des « premières frappes anti-force » sur le territoire européen, dans l'une des régions urbaines les plus denses du monde ! Bref, la « défense » contre une attaque en Europe com-

mencerait pas l'anéantissement pur et simple de l'Europe du Nord-Ouest !

## Non à l'horreur absolue

Quand une « défense contre l'invasion » implique son propre anéantissement, il n'y a personne, sauf les fous et les planqués pour appeler ça « défense ». C'est pourquoi la jeunesse et les gens sains d'esprit se lèvent aujourd'hui par millions dans toute l'Europe contre l'horreur absolue qu'on prétend leur imposer comme assu-

rance face à un mal absolu que serait le « communisme totalitaire ». Le mythe de la dissuasion n'a fonctionné que parce que la menace de guerre n'était pas réelle, et parce que l'Europe pouvait penser que la Destruction Mutuelle passerait au-dessus de sa tête. Aujourd'hui, on lui préfère, face à une menace réelle, un anéantissement réel (et qui, plus est, limité à l'Europe !). Alors le mot d'ordre, provocateur en Allemagne, « plutôt rouge que mort » devient une remarque de bon sens.

L'esprit de résistance s'alimente de l'amour de la vie. Je veux bien vivre et risquer la mort en combattant pour une vie meilleure. Je ne vois pas l'intérêt de préférer la mort immédiate aux désagréments futurs d'une occupation étrangère, si odieuse soit-elle. En d'autres termes : mieux vaut résister vivant comme un Polonais ou un Afghan, que tourner dans l'horreur avant de s'abattre dans le brasier d'Hiroshima, même si je sais « qu'en face » ils en prennent autant.

Encore ai-je admis que le monde à défendre vaille la peine de mourir pour lui, face à une invasion social-fasciste soviétique. Ce que nie la jeunesse allemande, c'est aussi cela : la bonne conscience d'une Allemagne repue et libre face au goulag. Non, la civilisation occidentale n'est pas ce havre de bonheur et de liberté. Les combattants du pacifisme allemand, ce sont les mêmes que l'Etat matraque quotidiennement pour imposer la société nucléaire et policière, pour anéantir les embryons de socio-culture alternative. Et le bonheur qu'on leur demande de préserver, ils le savent, est fondé sur la surexploitation et la famine de la plus grande partie de l'humanité.

Enfin, de Rome à Londres, ce qu'ils refusent, c'est la situation de pays dont l'existence même n'est plus qu'une monnaie d'échange dans l'équilibre de la terreur entre les deux superpuissances. Dire non aux Pershing, c'est dire non à Reagan. Qu'un sursaut de fierté nationale prenne la forme d'une flambée de pacifisme, qui ne s'en rejouira ? Dès l'instant qu'il est dirigé contre un suzerain lui-même belliciste, c'est finalement logique. Et qu'on ne nous dise pas que ce sursaut anti-américain livre l'Europe de l'Ouest aux Russes. Car les Polonais, dans leur lutte magnifique, viennent d'ouvrir une brèche plus grave que l'Atlantique à l'intérieur des lignes de l'hypothétique offensive soviétique. Consciemment ou non, le pacifisme à l'Ouest et la contestation démocratique à l'Est, loin de s'opposer, convergent. Oui, décidément, si j'étais allemand, je serais inconditionnellement pour le mouvement pacifiste. Mais...

## Et la France ?

Mais en France, ça ne prend pas, et même, ça gêne, même à l'extrême-

D.R.



gauche (sauf les partisans de la « défense inconditionnelle » de l'URSS, du PCF à la LCR). Pourquoi ? C'est compliqué, c'est même déchirant, mais je ne peux reprendre telles quelles les positions des pacifistes d'Europe du Nord. Et leurs ambiguïtés, très secondaires dans leur cas, deviennent plus évidentes en France, où les cibles d'un mouvement pacifiste ne seraient pas du tout les mêmes. Disons que le refus de cette « défense » qui leur est imposée ne saurait mener au refus de toute défense. Pas plus que Mitterrand, je ne confonds la paix comme résultat et le pacifisme comme politique, surtout quand ce pacifisme prend la forme d'un désarmement *unilatéral* (quant au bilatéral, même Reagan est pour), et quand il s'appuie sur la dénégation de toute menace réelle sur l'Europe.

Or, en France, à cause de De Gaulle, l'enjeu réel ne saurait être la lutte contre les Pershing US, mais la mise en question de *notre* système de défense nucléaire. Et à cause de Mitterrand, nous ne pouvons plus dire « cette défense n'est pas notre défense », car même si ce pouvoir n'est pas notre pouvoir, l'expérience du gouvernement socialiste nous implique... Nous ne pouvons pas dire « Prenons nos affaires en main ! faisons nos propositions au gouvernement PS, et s'il refuse, combattons-le », et en même temps traiter les questions de défense comme un sujet auquel il sera bien temps de penser « après la vraie révolution ».

Car les questions de défense sont des vraies questions. N'en déplaise aux angélistes, le Mal existe, je l'ai rencontré. En tout cas les deux superpuissances existent, et elles n'aiment ni ce qui se passe en Pologne, ni au Nicaragua, ni en Afghanistan, ni au Salvador, et elles se méfient beaucoup de ce qui se mijote en France. Ce qui m'effraie, dans bien des discours pacifistes d'Europe du Nord, c'est la *néga-tion* du besoin de défense, de la menace. Certes, on n'est pas menacé par les U.S.A. tant qu'on y reste inféodé. Certes, l'URSS n'est surtout menaçante que pour les peuples en lutte dans « sa » zone, ou les zones « intermédiaires » : Pologne, Afghanistan, Erythrée...

Exotiques, ces pays où il fait beau mourir pour la liberté ? Mais, camarades pacifistes, le glas de Munich sonnait pour tout le monde entier. Et j'ai peur que pour bien des gens le slogan « plutôt rouge que mort » ne veuille rien dire d'autre que « mieux vaut vivre à genoux que soutenir ceux qui meurent debout ». Un sondage d'*Actuel*, il y a deux ans, ne montrait-il pas déjà le poids des potentiels « collabo » ? Et qu'en cas d'invasion soviétique on les trouverait plus nombreux (comme d'habitude !) chez les gens de droite ?

Non, je ne joue pas à me faire peur, ni à ranimer la flamme des Brigades



Alain Cramer

## Demain, la guerre ?

Colloque de l'Association Française  
de Recherches pour la Paix  
Les Editions Ouvrières

Tout sur la guerre en livre de poche ! Un recueil de communication de qualité, traitant de tout ce que vous voulez savoir sur la guerre sans oser le demander :

\* « De la menace de guerre à la guerre ? Le jeu des superpuissances », par A. Faire, suivi d'un débat sur la menace de guerre.

\* La crise, la guerre, les U.S.A.,

l'URSS, textes de Granou, Sapir, Geze et Valado.

\* L'Europe, champ de bataille. La question allemande, l'Europe du Sud.

\* L'Equilibre des forces en Europe. Crise de doctrine ou déséquilibre militaire ? Textes d'A. Joxe, débat.

Et en prime, sur Marx, Clausewitz et la guerre, un texte de B. Guibert d'une beauté mallarméenne.

Internationale. La crise, je l'ai dit, accroît les risques de guerre... La faillite économique du bloc soviétique pousse son groupe dirigeant à la fuite en avant, territoriale et militaire. Et le « patriotisme réactionnaire » qui se développe aux U.S.A. présente les mêmes dangers. Les premières victimes en sont les peuples, les nations en lutte pour le droit de choisir leur mode de vie. Vouloir ce droit pour notre pays implique notre solidarité active et agissante.

## Pour un non-alignement engagé

Pacifisme ? Oui, mais dans la lutte contre les super-puissances qui cherchent à maintenir par la force le statu quo, ou à récupérer tout ce qui échappe à l'emprise du bloc d'en face.

Neutralisme ? Oui, mais pas ce neutralisme à la Suisse, sangsue économique du Tiers-Monde derrière les voilettes de la Croix-Rouge.

Non alignement ? Oui, mais pas ce double jeu giscardien, carpette devant les deux super-grands à la fois, et *matamore* en Afrique.

De ce point de vue, la politique Nord-Sud de Mitterrand ne me déplaît pas : soutien aux Afghans contre les Russes, aux Salvadoriens contre les U.S.A. et aux Tchadiens contre Khadafi, très bien. Je crains seulement que les bonnes paroles ne s'évanouissent devant les « dures contraintes économiques et diplomatiques », alors que la plus sûre défense diplomatique, le plus sûr atout économique pour une France socialiste, est la contribution résolue à la construction d'un « troisième camp » non aligné.

Reste le problème central d'une politique de défense *militaire* du territoire, cohérente avec le « socialisme que nous voulons » (quand à la « résistance non-violente », grève de la faim, etc., merci, les Irlandais ont déjà donné). Et là, il faut avoir le courage de pousser le débat au fond. Moi, je me contenterai de l'esquisser.

D'abord, la « dissuasion nucléaire du faible au fort », doctrine officielle de de Gaulle à Heru, est manifestement une absurdité et une monstruosité. Absurdité : ça ne constitue pas une défense. Qui prendrait la responsabilité de faire sauter soi-même et la planète sous prétexte que « l'ennemi » est dans Strasbourg ou dans Calais ? Mais, dira-t-on, « l'ennemi » peut craindre que l'on en prenne la responsabilité, et préférer s'abstenir. Il peut tout aussi bien faire le raisonnable pari que nous serons sages. Bref, on aura dépensé des centaines de milliards pour avoir le droit de jouer à pile ou face sur la psychologie de l'ennemi.

Plus grave (si j'ose dire) : c'est monstrueux. Un gouvernement qui n'a d'autre système de défense que la prise en otage des populations civiles (et probablement pacifistes) de l'éventuel agresseur ne saurait avoir quoi que ce soit de socialiste.

Faut-il pour autant abandonner *tout* armement nucléaire stratégique ? Ce n'est pas évident. Souvenons-nous du Japon en 1945 : il s'appretait à mener une défense populaire sur son territoire, quand les Américains se sont mis tranquillement à anéantir ses villes à coups de bombe A. Face à un adversaire dont l'âme n'a aucune raison d'être plus belle que celle de Roosevelt, n'est-il pas prudent de se réserver



la possibilité d'une frappe nucléaire de riposte au cas où *lui* prendrait l'initiative du feu nucléaire ? Je n'ose pas trancher trop rapidement !

Reste qu'une défense socialiste ne saurait être qu'une défense populaire, combinant guérilla et guerre classique (je laisse de côté la discussion, pourtant inévitable : si on est décidé à résister à l'envahisseur, pourquoi se refuser telle ou telle arme — à neutrons par exemple — pour le repousser ?). Ça n'a rien de ridicule : avec tous leurs chars et leurs avions, les U.S.A. ont été battus au Vietnam, l'URSS s'enlise en Afghanistan. Mais il faut être conscient que l'arme principale, c'est alors l'esprit de résistance (et les hésitations des Russes face aux Polonais montrent que c'est déjà une redoutable dissuasion), donc la volonté de défendre ce qu'on aime, donc le libre consentement à la défense. Cohérent, Heru, qui a choisi la Dissuasion Nucléaire, refuse les Comités de Soldats et prône la discipline et les boutons de guêtre de 1940.

Aucun doute : cette politique qui tourne le dos aux promesses du candidat Mitterrand doit être combattue. Mais où en sommes-nous de la réflexion sur ce que devrait être la défense populaire ? Quelle place sommes-nous prêts à accorder aux exercices militaires dans notre vie quotidienne ? Et quelle doctrine fonder sur ces exercices ? Comment faire pour que « l'osmose » armée-nation ne tourne pas à l'encadrement de la seconde par la première ? Tout un débat qui ne peut avancer qu'à la condition que les gens prennent en main le problème de leur défense, décident ce que de leur vie, ils acceptent de consacrer à la sauvegarde de leur liberté.

C'est dire que la lutte pour la transformation des rapports sociaux, la lutte contre le bellicisme et le surarmement des super-puissances, la lutte pour le dégagement des blocs, la lutte contre l'impérialisme et pour la paix, forment un tout. On pourra alors peut-être s'apercevoir qu'entre la capitulation unilatérale et la course aux armements, il y a place pour un mouvement populaire international, pour le désarmement de « ceux d'en haut » et l'autodéfense, la solidarité de « ceux d'en bas ».

Alain LIPIETZ

